

LETTRE D'EUROPE

Die Welt

Chaque semaine, « Le Soir » ainsi que ses partenaires de Lena publient une chronique européenne depuis Paris, Berlin, Madrid, Rome, Genève, Varsovie ou Bruxelles, rédigée par l'un ou l'une des journalistes de ces quotidiens.

La faiblesse de l'UE est avant tout la faiblesse de l'Allemagne

On ne peut pas accuser Berlin d'être responsable de tout. Mais l'Allemagne a une part importante dans l'état misérable de l'Europe, moins de 100 jours avant les élections européennes. Pourquoi le pays n'assume-t-il pas sa responsabilité en tant que pays le plus vaste et le plus influent ?

Il ne reste que trois mois avant les élections européennes et le patient est toujours allongé chez le médecin. L'Europe souffre d'un malaise permanent et toutes les tentatives de perfusion ont échoué.

Il s'est avéré impossible de déclencher une nouvelle euphorie pour l'Europe et ses institutions au cours de l'année des élections. L'Union européenne n'est plus perçue par la majorité des citoyens comme faisant partie de la solution mais du problème. Et ce, même si les Etats sont moins capables que jamais de faire face aux défis à eux seuls. Une guerre commerciale étouffante avec les Etats-Unis, une alliance de défense occidentale en pleine crise de sens, un partenaire commercial de plus en plus impitoyable, la Chine, et la question non résolue de la manière dont l'Europe veut gérer de manière durable les flux de réfugiés venant du Sud. La simultanéité des crises renforce le problème : l'Europe doit pouvoir agir, mais elle est plus loin que jamais de la solution. Tous les membres partagent la responsabilité de cette paralysie. Mais un pays en particulier pourrait sortir les

autres de la crise : l'Allemagne.

En tant qu'Etat membre le plus peuplé et avec la plus forte économie, il appartiendrait à l'Allemagne de combler le vide. Berlin devrait au moins essayer de surmonter les blocages. Mais c'est bien le contraire qui se passe. Au lieu d'investir du capital politique, le gouvernement allemand se retire. Cela affaiblit l'Europe à cause des aventures en solitaire, des promesses non tenues ou simplement du manque de courage.

L'Allemagne affaiblit l'Europe à cause des aventures en solitaire, des promesses non tenues ou du manque de courage

Un exemple de ceci est le manque de cohérence vis-à-vis de la Russie. Au lieu de faire front commun contre l'expansion agressive de Vladimir Poutine, l'Allemagne assouplit la position des Européens. Face aux préoccupations d'un grand nombre de partenaires européens, Berlin insiste sur son projet de pipeline très controversé, le Nord Stream 2. Mais quiconque se rend dépendant du gaz

russe pour l'approvisionnement en énergie perd son influence sur Poutine.

Dans le cas de la cyberguerre avec la Chine, le gouvernement allemand s'est surtout caractérisé par son incroyable naïveté. Alors que les Français réfléchissent déjà à la façon d'exclure la société de télécommunications chinoise Huawei, soupçonnée d'espionnage dans le cadre de la construction du réseau 5G, le gouvernement allemand s'appuie sur les garanties de sécurité avancées par le fournisseur.

Les résultats de la politique de rééquilibrage dans la relation transatlantique sont également maigres. Après le départ des Britanniques de l'UE, l'Allemagne est finalement devenue le principal partenaire des Etats-Unis en Europe. Mais au lieu de négocier intelligemment avec Donald Trump au nom des Européens, l'Allemagne lui offre un angle d'attaque. Le président des Etats-Unis avertit à juste titre que Berlin est en retard sur son engagement envers l'Otan concernant ses dépenses de défense.

On peut discuter des problèmes de style liés à la communication, mais Trump a tout simplement raison en la matière : qui veut représenter de manière crédible la sécurité et les intérêts de l'Occident doit également justifier de manière substantielle cette prétention.

Mais le plus grave est la faiblesse du leadership de l'Allemagne au sein de l'UE. La base de l'Union s'érode et des membres tels que la Hongrie et la Pologne remettent de plus en plus en cause des principes tels que l'Etat de droit, l'indépendance du pouvoir judiciaire et la liberté d'expression. Un membre clé et influent de l'UE comme l'Allemagne doit

jouer un rôle central dans la définition des lignes rouges et des sanctions en cas de franchissement de celles-ci. Cependant, au lieu de cela, le parti de la chancelière, qui siège au sein du même groupe que le Fidesz, le parti de Viktor Orbán, au Parlement européen, laisse ce dernier continuer dans sa tâche de destruction de la démocratie. Quel signal cela donne-t-il aux autres, à part que nos valeurs sont négociables et que ne nous respectons pas nos engagements ?

Tout cela témoigne d'une indécision et d'un manque de courage dont nous devrions peut-être un jour rendre compte devant nos petits-enfants, pour peu qu'ils posent cette question : pourquoi avez-vous abandonné l'Europe au moment où vous pouviez encore la défendre ? ■